

ALBERT

Petit journal illustré

Numéro 162 – Du 23 septembre au 6 octobre 2024

3,50 €

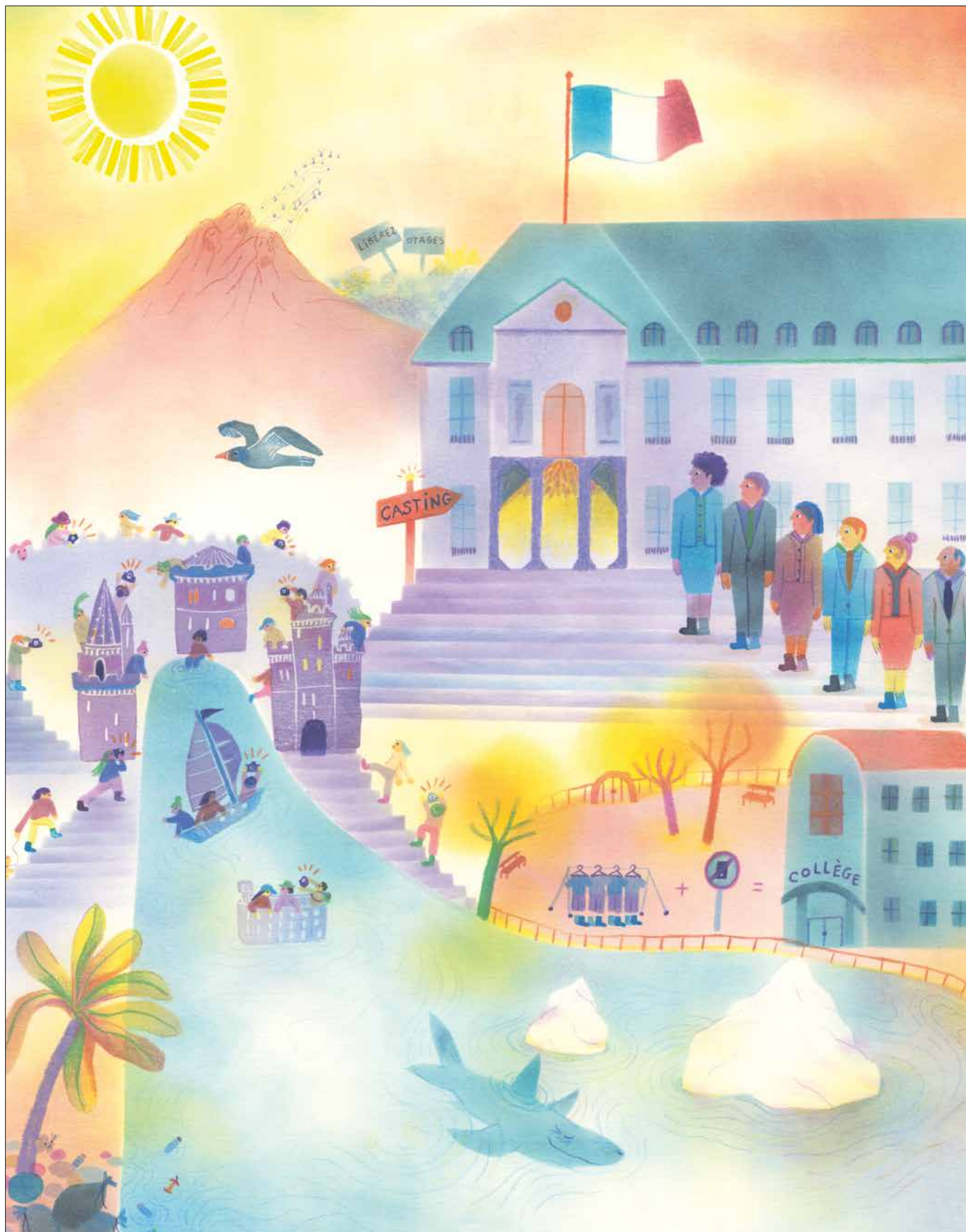


Illustration : Emma Schnellbach

Un Premier ministre très attendu

Le 5 septembre, le président de la République Emmanuel Macron a nommé un nouveau Premier ministre, Michel Barnier. Depuis les élections législatives du 7 juillet, qui ont renouvelé les députés de l'Assemblée nationale, la France n'avait plus de gouvernement officiel. Le nouveau Premier ministre doit désormais choisir une équipe complète de ministres avec qui travailler, et obtenir le soutien d'une majorité de députés.



Qui est le nouveau Premier ministre et quelles seront ses prochaines missions ?

Le 5 septembre, Emmanuel Macron a annoncé avoir nommé Michel Barnier comme Premier ministre. Cet homme politique de 73 ans est issu du parti de droite Les Républicains, où il a fait toute sa carrière : il a été conseiller départemental, député, puis quatre fois ministre entre 1993 et 2007. Il a également occupé deux fois un poste de commissaire européen. Plus récemment, c'est lui qui a négocié les accords du Brexit, lorsque le Royaume-Uni a quitté l'Union Européenne. En tant que nouveau Premier ministre, Michel Barnier doit proposer au président un gouvernement, c'est-à-dire une équipe complète de ministres avec lesquels il souhaite travailler. Leur première mission sera de préparer le budget de l'État, pour décider comment seront réparties les dépenses de la France en 2025.

Pourquoi la nomination du Premier ministre a-t-elle pris près de deux mois ?

La Constitution, le texte de loi qui décrit le fonctionnement de la République, n'impose pas de délai au président pour nommer un Premier ministre. Emmanuel Macron a souhaité prendre le temps de discuter avec tous les partis politiques de la nouvelle Assemblée nationale, afin de s'assurer que le Premier ministre qu'il choisirait ne serait pas rejeté par la majorité des députés. Après une « trêve » décrétée

pendant les Jeux olympiques de Paris, du 26 juillet au 12 août, Emmanuel Macron a rencontré beaucoup de candidats potentiels avant de prendre sa décision.

En effet, si les députés ne sont pas d'accord avec le Premier ministre et sa politique, ils peuvent déposer une motion de censure qui donne lieu à un débat, puis à un vote. Si cette motion de censure est adoptée par au moins 289 députés sur les 577, le Premier ministre et son gouvernement doivent démissionner.

Que se passera-t-il si la majorité des députés n'approuve pas Michel Barnier ?

Dès l'annonce de sa nomination, La France insoumise, un parti de gauche, a indiqué qu'elle déposerait une motion de censure contre Michel Barnier. Les autres partis de gauche (Les Verts, le Parti Communiste et le Parti Socialiste), qui sont alliés à La France insoumise au sein du NFP (Nouveau Front Populaire), devraient voter cette motion de censure.

Plus au centre, les députés du parti Renaissance (dont est issu Emmanuel Macron), de leur côté, disent attendre de voir les premières actions du nouveau gouvernement avant d'approuver ou non une motion de censure. À l'extrême droite, le Rassemblement national a adopté la même position. Si Michel Barnier est soutenu par au moins 289 députés, il pourra réellement commencer sa mission. Dans le cas contraire, il remettra sa démission et celle de son gouvernement à Emmanuel Macron.

Comment le président et le Premier ministre se partageront-ils les pouvoirs ?

Emmanuel Macron et Michel Barnier ne sont pas issus du même parti politique : ils ne seront peut-être pas toujours d'accord sur les mesures à prendre. D'après la Constitution, les pouvoirs de chacun sont bien définis. Le Premier ministre « dirige l'action du gouvernement » et « conduit la politique de la nation » : il a donc un rôle primordial pour faire exécuter ses décisions. Il est aussi, avec les députés, à l'origine des nouvelles lois.

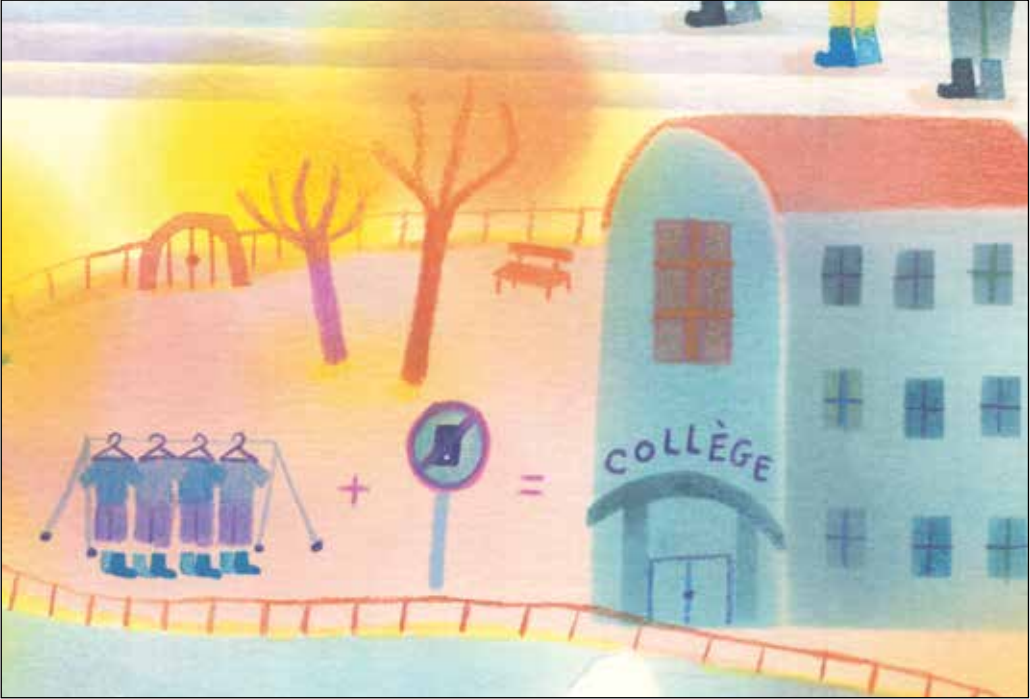
Le président de la République, quant à lui, a surtout un rôle important en ce qui concerne la politique étrangère et l'armée. Il dispose également de certains pouvoirs exceptionnels, comme organiser un référendum ou dissoudre l'Assemblée nationale pour convoquer de nouvelles élections législatives, comme l'a fait Emmanuel Macron le 9 juin dernier.

D'autres pays ont-ils connu une telle absence de gouvernement ?

Pendant 51 jours, la France est restée sans gouvernement. Ce cas est exceptionnel, mais il est courant dans d'autres États. La Belgique, par exemple, attend toujours un nouveau gouvernement depuis le 9 juin. Ce pays détient déjà le record, avec 541 jours passés sans gouvernement en 2010-2011, et 493 jours en 2020-2021. ■

Des expérimentations pour la rentrée

Le 2 septembre, près de 3,4 millions de collégiens ont fait leur rentrée. Dans certains établissements, les élèves expérimentent différentes mesures, comme l'interdiction totale du téléphone portable ou le port d'un uniforme.



Pour quelque 50 000 élèves dans 200 collèges, c'est la grande nouveauté de la rentrée : à peine entrés dans l'établissement, ils doivent se séparer de leur téléphone portable et ne plus y toucher jusqu'à la fin de la journée. Selon les collèges concernés, les téléphones sont entreposés dans les casiers des élèves, dans des

coffres-forts spéciaux ou dans des pochettes qui bloquent les ondes. Depuis 2018, une loi interdit déjà l'utilisation des téléphones portables dans les écoles et les collèges : les élèves qui en possèdent un doivent l'éteindre et le ranger au fond de leur sac. Toutefois, en gardant leur téléphone avec eux, les élèves peuvent

parfois le sortir et le regarder en dehors des temps de cours. Ainsi, cette nouvelle expérience, baptisée « pause numérique », doit permettre d'évaluer si, en n'ayant plus du tout accès à leur téléphone, les élèves sont plus concentrés sur les cours et améliorent leurs résultats. Le ministère de l'Éducation nationale souhaite aussi étudier si elle permet de mieux lutter contre le harcèlement en ligne. Si cette expérimentation est concluante dans les établissements qui la testent, la mesure pourrait s'étendre à tous les collèges dès janvier 2025.

Pas d'unanimité sur l'uniforme

D'autres élèves, eux, portent un uniforme depuis la rentrée. En janvier, le ministère de l'Éducation avait proposé aux établissements volontaires d'adopter une « tenue unique ». Finalement, environ 90 écoles, collèges ou lycées tentent cette expérience. Beaucoup ont abandonné cette idée face au refus des élèves, des parents ou des enseignants. Les élèves concernés ont donc généralement reçu des polos, deux

pulls et deux pantalons, parfois avec le logo de leur établissement. L'objectif de l'uniforme, d'après le ministère, est de contribuer à créer une atmosphère d'égalité et un sentiment d'unité entre les élèves. Toutefois, selon certains parents ou enseignants, les inégalités se verraient toujours à travers d'autres objets : les sacs, les chaussures... Ainsi, la généralisation de cette mesure en 2026 paraît d'ores et déjà de moins en moins probable. ■

Des financements en question

Si ces dispositifs étaient généralisés, beaucoup de collèges s'inquiètent de leur coût : les départements (qui gèrent les collèges) devraient-ils acheter des casiers spéciaux pour tous les téléphones portables des 6980 collèges de France ? Et qui payerait les uniformes : l'État, les départements ou les familles ?

Au Groenland, des requins de 500 ans

Début juillet, des biologistes ont présenté les résultats de leurs travaux sur le requin du Groenland. L'objectif : comprendre comment cet animal peut vivre plusieurs siècles.

Il détient le record absolu de longévité chez les animaux vertébrés : le requin du Groenland, qui évolue dans les eaux de l'océan Arctique, peut vivre au moins 400 ou 500 ans. C'est en 2016 que cette découverte exceptionnelle a été réalisée par un biologiste de l'université de Copenhague, au Danemark : d'après son analyse, une femelle qu'il étudiait était âgée de 392 ans. Depuis, les recherches se poursuivent pour essayer de comprendre pourquoi et comment ces animaux peuvent subsister aussi longtemps.

Un vieillissement ralenti

Les biologistes pensent que leur milieu naturel a une influence : ces requins vivent en effet sous la banquise, dans des eaux très froides, autour de -1,8°C. Le requin, lui aussi, se refroidit pour s'adapter à cette température, ce qui ralentit l'ensemble du fonctionnement de son corps. Ainsi, il ne grandit que



Des espèces de requins très différentes

Le requin du Groenland est très lent, mais tout à fait capable de chasser. Même s'il ne nage, en moyenne, qu'à 1,2 km/h, il peut attraper des espèces plus rapides que lui comme des phoques, des morses ou des calamars. D'autres requins, au contraire, sont incroyablement rapides : le requin mako, par exemple, nage en moyenne à 50 km/h et peut même atteindre les 70 km/h en vitesse de pointe.

de 0,5 à 1 cm par an, et son cœur ne bat que quatre à six fois par minute. De plus, pour les chercheurs, leur mode de vie sans prédateurs et loin des humains pourrait contribuer à leur longévité. Dans une étude présentée début juillet lors d'une conférence à Prague, une équipe scientifique a même démontré que les requins semblent ne pas vieillir. Chez quasiment toutes les espèces animales, avec le temps qui passe, les cellules se renouvellent moins vite et moins bien. Or, qu'il ait 60 ans ou 200 ans, les cellules de ce requin fonctionnent de la même manière.

Une espèce vulnérable

Toutefois, cette longévité ne les empêche pas d'être classés comme vulnérables. Les requins ne se reproduisent qu'à partir de 150 ans, donc l'espèce se renouvelle très lentement. De plus, le fonctionnement de leur corps est lent dans les eaux froides, mais il s'accélère si l'eau se réchauffe, accélérant leur vieillissement. Avec le réchauffement climatique, qui touche aussi les océans, ces requins pourraient vivre de moins en moins vieux. ■

La machine à remonter le temps • 23 septembre 1984

Des journées pour le Patrimoine

Le 23 septembre 1984, il y a tout juste 40 ans, le ministre de la Culture Jack Lang lançait les premières «Journées du Patrimoine», pour faire visiter des bâtiments et monuments remarquables.

Dans les années 1980, le ministre de la Culture, Jack Lang, souhaite sensibiliser les Français à la richesse de leur patrimoine, c'est-à-dire à tous les biens légués par les générations précédentes, qu'ils soient matériels (monuments, ouvrages d'architecture...) ou immatériels (danses, artisanat, gastronomie...). L'idée est de valoriser ce patrimoine et d'insister sur la nécessité de le préserver.

En 1984, il instaure une «journée portes ouvertes dans les monuments historiques» : le troisième dimanche de septembre, les monuments habituellement fermés au public sont invités à faire découvrir leur intérieur aux visiteurs.

Un succès immédiat

Les Français découvrent ainsi des églises, des théâtres, des châteaux, des usines, ou des lieux de pouvoirs comme les ministères, les préfectures,



les ambassades ou les palais de justice. Le dimanche 23 septembre 1984, cette première édition est un véritable succès, qui surprend les organisateurs, avec plusieurs milliers de visiteurs. Dès l'année suivante, lors d'une conférence européenne, Jack Lang propose d'étendre cet évènement à toute l'Europe. Plusieurs pays organisent alors leurs propres journées du patrimoine, comme les Pays-Bas dès 1987 ou

la région Wallonie, en Belgique, à partir de 1989. Puis en 1991, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne instaurent officiellement les «Journées européennes du Patrimoine».

Des millions de visiteurs

Aujourd'hui, plus de 50 pays européens participent à cet évènement, attirant des millions de citoyens, dont autour de 10 millions en France. ■

C'est fou!

Traces du passé

Pour Tegan, 10 ans, la promenade sur la plage s'est transformée en incroyable découverte. Alors qu'elle marche sur le sable avec sa mère, au Pays de Galles, la fillette repère cinq énormes trous en ligne droite. Elle les prend en photo et les montre à des paléontologues, qui confirment qu'il s'agit des empreintes d'un immense dinosaure de plus de trois mètres de haut, qui vivait là il y a plus de 200 millions d'années. ■

Aléas du direct

Le 5 septembre, une équipe de BFMTV se rend pour un reportage dans l'entreprise Duralex, qui vient d'être sauvée de justesse de la faillite. Comme elle est réputée pour ses verres incassables, les journalistes veulent tenter l'expérience : en direct, ils projettent un verre au sol... qui se casse du premier coup! Finalement, un autre essai peu de temps après a tout de même prouvé la solidité des verres. ■

Croisière d'enfer

Piscine, jacuzzi, salle de sport, bars et restaurants... La croisière Odyssey proposait des prestations luxueuses pour un voyage hors norme : un tour du monde de trois ans à travers 147 pays. Or, depuis plus de trois mois, le navire a seulement visité... le port de Belfast! Bloqué en raison de problèmes techniques, il n'a toujours pas pris la mer. Les passagers peuvent tout de même profiter des distractions à bord, mais ils sont obligés d'aller dormir à l'hôtel en attendant le départ. ■

Mariage insolite

Fin août, un couple de Parisiens, Serge Saint-Aubin et Alicia Desormeaux, ont trouvé l'endroit parfait pour célébrer leur mariage : ils se sont rendus en Vendée, dans la commune de Saint-Aubin-des-Ormeaux! Pour l'occasion, ils ont eu droit à une photo avec le maire dans un jardin municipal. ■

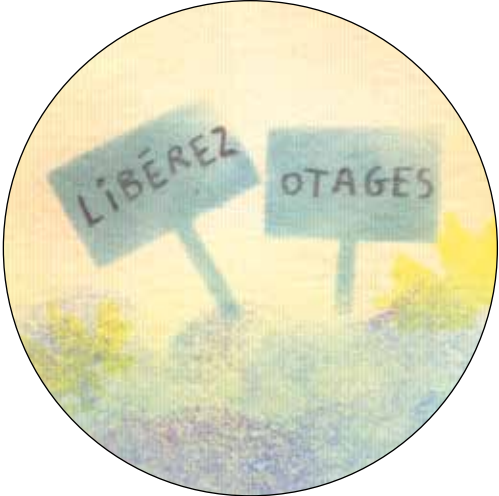
Dans le monde

Cuba



À La Havane, la capitale de Cuba, les ordures ne sont plus ramassées et s'accumulent dans les rues. Chaque jour, selon les chiffres officiels, 30 000 mètres cubes de débris sont entreposés dans les rues, soit 7 000 de plus qu'en 2023. Ces derniers mois, une grande partie des camions-bennes est tombée en panne, ce qui ralentit le travail des éboueurs. Or, Cuba ne peut pas obtenir les pièces nécessaires pour les réparer, car les États-Unis lui imposent un embargo : ils contrôlent tout ce qui entre et sort de cette île. L'essence pour les camions-bennes, elle non plus, n'arrive pas en quantité suffisante. Cet amoncellement d'ordures inquiète les habitants, qui se plaignent de la puanteur et redoutent la propagation de maladies. ■

Israël



Depuis début septembre, le gouvernement israélien fait face à une grève générale et à de nombreuses manifestations. Les Israéliens ont réagi après la découverte des corps sans vie de six personnes qui avaient été prises en otage par le Hamas. À Tel-Aviv et Haïfa, deux des principales villes du pays, les manifestants ont accusé le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, de vouloir à tout prix maintenir la guerre à Gaza plutôt que de chercher à négocier un accord pour la libération des otages. Le 7 octobre 2023, le mouvement palestinien du Hamas avait tué près de 1 200 Israéliens et capturé plus de 250 otages. Il en détiendrait encore une centaine. Depuis ce jour, le gouvernement israélien bombarde la bande de Gaza, siège du Hamas, tuant plus de 40 000 Palestiniens. ■

Afghanistan



Le 22 août, les Talibans ont promulgué une nouvelle loi qui empêche les femmes de faire entendre leur voix en public. Afin de protester contre cette interdiction, de nombreuses femmes afghanes se sont filmées en train de chanter, seules ou en groupe, et ont publié ces vidéos sur les réseaux sociaux. Depuis leur retour au pouvoir il y a trois ans, les Talibans imposent aux femmes de nombreuses restrictions : elles n'ont pas le droit de sortir de chez elles si elles ne sont pas accompagnées d'un homme de leur famille, elles doivent se couvrir d'un voile intégral... Les femmes qui ne respecteraient pas cette loi s'exposent à des avertissements, des menaces, des amendes, voire une arrestation par la police. ■

ALBERT

Petit journal illustré

Journal jeunesse bimensuel édité par
SARL Journal Albert
36 rue Eugène Gilbert
63000 Clermont-Ferrand

Directrice de la publication : Julie Lardon
Journaliste : Julie Lardon
Illustrations : Emma Schnellbach
ISSN n° 2493-0210
CPPAP n° 1025 D 93225
Dépôt légal à parution
Imprimé à Cébazat (63) par Decombat

Abonnements :
www.journal-albert.fr

